

Une alliance Verhofstadt et Macron en vue

UE Les dirigeants se sont rencontrés dans le cadre des élections européennes de 2019

- En vue des élections européennes à venir en mai 2019, l'eurodéputé libéral Guy Verhofstadt pourrait s'allier au marcheur Emmanuel Macron.
- Depuis l'arrivée au pouvoir du Français, la question du groupe parlementaire auquel il pourrait associer son mouvement se pose.
- Les enjeux de la prochaine élection européenne appellent une décision.

L'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux et centristes au Parlement européen (ADLE) va former un mouvement avec En Marche en vue des élections européennes de 2019, a-t-il annoncé dimanche dans un entretien à Ouest-France.

«Après la rencontre Orbán-Salvini, la lutte en 2019 sera une lutte entre les populistes nationalistes d'une part, et une alternative pro-européenne», a-t-il déclaré, alors que l'extrême droite réalise une poussée aux législatives en Suède.

Une alternative pro-européenne

L'ancien Premier ministre belge assure avoir avec Emmanuel Macron, non seulement

«la même analyse» mais aussi «plus ou moins les mêmes positions». Il se dit prêt à siéger au sein du même groupe parlementaire, dont le nom reste encore à définir. Ce mouvement commun sera lancé en octobre.

«Ce sera quelque chose de nouveau, un mouvement. Une alternative pro-européenne aux nationalistes», a déclaré le centriste libéral, qui plaide pour une campagne commune.

«Chaque parti va garder ses symboles, mais on crée un mouvement plus large. L'objectif c'est de créer un groupe décisif dans le futur parlement, un outil pour arrêter la vague nationaliste», poursuit le président de l'ADLE.

A propos des «Spitzenkandidat», principe selon lequel la tête de liste du parti arrivé en tête devient président de la Commission européenne, auquel Emmanuel Macron est opposé, Guy Verhofstadt se montre désormais critique.

Le cas du parti de Viktor Orbán

«Cela reste un système où c'est Madame Merkel qui décide qui est le prochain président de la Commission. Ce qui me préoccupe le plus, c'est que le vrai candidat du Parti populaire européen (principal parti du parlement, NDLR), c'est M. Orbán», assure M. Verhofstadt, qui plaide pour des «partis paneuropéens» et une «démocratie transnationale». En effet, parti Fidesz de Viktor Orbán, le

Premier ministre hongrois qui promeut dans son pays une «démocratie illibérale», est membre du groupe PPE.

Un mouvement «en marche européen»

En quête d'alliés en Europe face aux nationalistes eurosceptiques, Emmanuel Macron avait rencontré ce jeudi au Luxembourg les dirigeants du Benelux puis Angela Merkel ce vendredi à Marseille.

Parallèlement, le président français cherche à créer une sorte de mouvement «En Marche» européen, pour porter ses idées lors des élections européennes, une échéance dont il a fait un enjeu crucial pour son quinquennat.

Christophe Castaner, délégué général de La République en marche, s'était ainsi rendu ce mardi à Bruxelles pour sonder plusieurs partis européens, afin de constituer d'ici la fin de l'an-

née une «plateforme commune» avec d'autres mouvements progressistes, face aux nationalistes.

Mais la prudence est de mise, ce dimanche soir, du côté de La République en marche. Interrogé sur un éventuel accord, le délégué général du parti présidentiel, Christophe Castaner, a

répondu: «Pas du tout, nous ne sommes pas dans une logique d'alliance.» M. Castaner a toutefois entamé cet été une tournée européenne à la recherche d'alliés dans d'autres pays de l'Union européenne.

(afp., reuters.) ■